



Grand Conseil  
Service parlementaire

Grosser Rat  
Parlamentdienst

**CANTON DU VALAIS**  
**KANTON WALLIS**

**Heure des questions**  
**session de septembre 2018**

**Fragestunde**  
**Septembersession 2018**

**Département de l'économie et de la formation (DEF)**  
**Departement für Volkswirtschaft und Bildung (DVB)**

- 1 Question PLR, par Moreno Centelleghé: Loi cantonale de la publication des adjudications respectées... si mais partiellement  
Frage PLR, durch Moreno Centelleghé: Die Bestimmungen im Bereich des öffentlichen Beschaffungswesens wurden nur teilweise eingehalten
- 2 Question Manfred Schmid, CVPO, Philipp Matthias Bregy, CVPO, Serge Métrailler, PDCC, et Nino Brunner (suppl.), CVPO: Plus de transparence en matière d'adjudications  
Frage Manfred Schmid, CVPO, Philipp Matthias Bregy, CVPO, Serge Métrailler, PDCC, und Nino Brunner (Suppl.), CVPO: Mehr Transparenz bei Auftragsvergaben
- 3 Question PDCB, par Marianne Maret: Marchés publics: qu'en est-il de la transparence liée aux adjudications?  
Frage PDCB, durch Marianne Maret: Öffentliches Beschaffungswesen: Wie sieht es mit der Transparenz in Sachen Vergaben aus?
- 4 Question UDC, par Cyrille Fauchère: «Oui, c'est une violation de la loi, mais elle n'est pas très grave.»  
Frage UDC, durch Cyrille Fauchère: «Ja, es handelt sich um einen Gesetzesverstoss, aber er ist nicht so schlimm.»
- 5 Question PDCC, par Myriam Roduit et Emmanuel Chassot: Atelier suisse des aveugles et malvoyants de Brigue  
Frage PDCC, durch Myriam Roduit und Emmanuel Chassot: Schweizerische Blinden- und Sehbehindertenwerkstatt in Brig
- 6 Question PLR, par Charles-Albert Gillioz: Veille et surveillance  
Frage PLR, durch Charles-Albert Gillioz: Überwachung von staatlich unterstützten Einrichtungen
- 7 Question AdG/LA, par Raymond Borgeat: Qu'en est-il des futurs nouveaux supports de cours de projet personnel au CO?  
Frage AdG/LA, durch Raymond Borgeat: Wie sieht es mit den künftigen Kursunterlagen für das persönliche Projekt an der OS aus?
- 8 Question AdG/LA, par Patricia Constantin: Le Service de la formation professionnelle manque-t-il de commissaires d'apprentissage?  
Frage AdG/LA, durch Patricia Constantin: Mangelt es der Dienststelle für Berufsbildung an Berufsbildungsinspektoren?

**Département de la sécurité, des institutions et du sport (DSIS)**  
**Departement für Sicherheit, Institutionen und Sport (DSIS)**

- 9 Question Bruno Clivaz, PDCC, et Valérie De Lavallaz (suppl.), PDCC: MCH2 et les communes  
Frage Bruno Clivaz, PDCC, und Valérie De Lavallaz (Suppl.), PDCC: HRM2 und Gemeinden
- 10 Question Les Verts, par Céline Dessimoz: Accompagnement des communes pour la mise en place du MCH2  
Frage Les Verts, durch Céline Dessimoz: Unterstützung der Gemeinden bei der Einführung des HRM2
- 11 Question SVPO, par Michael Graber: La transparence plutôt que la protection des délinquants!  
Frage SVPO, durch Michael Graber: Transparenz statt Täterschutz!

**Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement (DMTE)**  
**Departement für Mobilität, Raumentwicklung und Umwelt (DMRU)**

- 12 Question UDC, par Grégory Logean et François Pellouchoud: Restructuration chez CarPostal: le Valais est-il concerné?  
Frage UDC, durch Grégory Logean und François Pellouchoud: Restrukturierung bei der PostAuto AG: Ist das Wallis betroffen?
- 13 Question PDCB, par David Marquis (suppl.): Axe routier H21 Martigny – col du Grand-Saint-Bernard  
Frage PDCB, durch David Marquis (Suppl.): Strassenachse H21 Martigny – Grosser Sankt Bernhard
- 14 Question CVPO, par Marcel Zenhäusern (suppl.): L'achèvement du tunnel de Riedberg est-il réaliste?  
Frage CVPO, durch Marcel Zenhäusern (Suppl.): Ist die Fertigstellung des Riedbergtunnels realistisch?
- 15 Question Cornelius Imboden (suppl.), CSPO: Tunnel de Riedberg: quelle suite?  
Frage Cornelius Imboden (Suppl.), CSPO: Wie weiter mit dem Riedbergtunnel?

## QUESTION 1

**Auteur** PLR, par Moreno Centelleghé  
**Objet** Loi cantonale de la publication des adjudications respectées... si mais partiellement

---

Dans un arrêt relativement récent, le Tribunal fédéral a rappelé qu'un employé de l'Etat (anciennement fonctionnaire), pendant et en dehors de son travail, a l'obligation d'adopter un comportement qui inspire le respect et qui est digne de confiance, et sa position exige qu'il s'abstienne de tout ce qui peut porter atteinte aux intérêts de l'Etat.

### Conclusion

Comment réagit le gouvernement quand un chef de service et responsable des marchés publics affirme dans le matin dimanche du 12 août 2018: «Oui, c'est une violation de la loi, mais elle n'est pas très grave»?

## FRAGE 2

**Urheber** Manfred Schmid, CVPO, Philipp Matthias Bregy, CVPO, Serge Métrailler, PDCC, und Nino Brunner (Suppl.), CVPO  
**Gegenstand** Mehr Transparenz bei Auftragsvergaben

---

Am Sonntag, den 12. August 2018 wurden in der Sonntagspresse verschiedene Artikel über die Auftragsvergaben in den verschiedenen Kantonen der Schweiz publiziert. Unser Kanton wurde regelrecht vorgeführt und die Verantwortlichen aufs Glatteis geführt. Aufgrund der Presseartikel wurde dargelegt, dass die Online-Beschaffungsplattform SIMAP vor rund 10 Jahren von Bund, Kanton und Gemeinden lanciert wurde. SIMAP als moderne Beschaffungsplattform ist heute unbestritten. Leider werden bis heute noch nicht alle Ausschreibungen über dieses moderne Instrument abgewickelt. Im Bauhauptgewerbe ist immer noch der Kugelschreiber gefordert.

### Schlussfolgerung

Wir fordern den Staatsrat auf, aufgrund dieser Presseartikel Klarheit zu schaffen und folgende Frage zu beantworten:

Warum werden im Kanton Wallis nicht alle Auftragsvergaben rechtmässig publiziert, wie es die kantonale Gesetzgebung verlangt?

## QUESTION 3

**Auteur** PDCCB, par Marianne Maret  
**Objet** Marchés publics: qu'en est-il de la transparence liée aux adjudications?

---

Nous avons appris durant l'été que seul un faible pourcentage des adjudications soumises aux marchés publics est publié dans la plateforme SIMAP, ceci malgré la base légale qui l'impose.

### Conclusion

Que va entreprendre le canton pour remédier à cette situation et s'inscrire dans le respect de la législation?

## QUESTION 4

**Auteur** UDC, par Cyrille Fauchère  
**Objet** «Oui, c'est une violation de la loi, mais elle n'est pas très grave.»

---

C'est par ces paroles que M. Martin Zurwerra, chef de service en charge des marchés publics, a répondu à un journaliste quand ce dernier lui demandait pourquoi le canton du Valais ne publiait que 12% des adjudications correspondant aux appels d'offres de marché public.

### Conclusion

Comment se fait-il que non seulement le canton du Valais ne respecte pas la loi et ne publie que si peu d'adjudications, mais surtout comment un chef de service de l'Etat peut-il tenir ces propos inadmissibles vis-à-vis du devoir d'exemplarité des services de l'Etat?

## QUESTION 5

**Auteur** PDCC, par Myriam Roduit et Emmanuel Chassot  
**Objet** Atelier suisse des aveugles et malvoyants de Brigue

---

L'Atelier suisse des aveugles et malvoyants de Brigue inauguré en 2005 a créé une douzaine de postes de travail. Pas une des personnes qui y sont employées n'est aveugle. Personne n'ose s'exprimer ou sous le sceau de l'anonymat. Cet atelier produit des balais et des brosses mais il vend également des serviettes, des peignoirs importés d'Allemagne ou d'Autriche à des prix supérieurs à la moyenne.

### Conclusion

Quelle est l'implication de l'Etat du Valais dans cette institution et comment réagit-il face à cette problématique?

## QUESTION 6

**Auteur** PLR, par Charles-Albert Gillioz  
**Objet** Veille et surveillance

---

Dans son communiqué du 4 septembre, la Fédération suisse des aveugles et malvoyants se désolidarise pleinement de l'Atelier de Brigue. Cette même fédération leur avait notamment demandé, courant 2015, que leur nom soit supprimé de toute publication. La Fédération apporte, par contre, toujours son soutien au groupe régional qui dispose d'une participation de 20% dans l'entreprise incriminée. De son côté, l'Etat du Valais ne verse pas de soutien direct à l'entreprise, mais soutien indirectement ces associations. Quant au ministère public, il a mandaté un procureur pour examiner les éventuelles infractions.

En définitive, nous sommes face à une entreprise commerciale allemande qui fait usage de tout bois pour réaliser ses profits.

### Conclusion

En ce sens le Gouvernement peut-il informer le Parlement sur les modalités de surveillance pratiquée à l'encontre des entités bénéficiant d'un soutien d'image ou pécuniaire?

## QUESTION 7

**Auteur** AdG/LA, par Raymond Borgeat  
**Objet** Qu'en est-il des futurs nouveaux supports de cours de projet personnel au CO?

---

Le futur support pour les cours de projet personnel du CO fait l'objet de nombreuses supputations voire de rumeurs. Ces interrogations portent notamment sur les délais de renouvellement, mais également sur la forme du support lui-même. Même si l'aire du numérique prend une importance croissante, il est nécessaire que les personnes derrière d'éventuels développements ne soient pas essentiellement des informaticiens, mais également des spécialistes de l'orientation et de l'enseignement, ce sont ces personnes qui connaissent la réalité du terrain.

### Conclusion

Où en sont les négociations au sujet du futur nouveau support?

## QUESTION 8

**Auteur** AdG/LA, par Patricia Constantin  
**Objet** Le Service de la formation professionnelle manque-t-il de commissaires d'apprentissage?

---

Le groupe ADG/LA a été interpellé car il semble avoir un manque important de commissaires d'apprentissage au Service de la formation professionnelle.

Pour rappel, ces commissaires ont la tâche de suivre et d'encadrer les apprentis dans les différentes professions.

### Conclusion

Si la situation est avérée, quelles en sont les raisons et comment peut-on y remédier?

## QUESTION 9

**Auteur** Bruno Clivaz, PDCC, et Valérie De Lavallaz (suppl.), PDCC  
**Objet** MCH2 et les communes

---

En avril 2015 un postulat demandait au Conseil d'Etat de commencer dans les plus brefs délais l'étude de la mise en place du nouveau modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2). Le budget 2018 du canton a d'ores et déjà été présenté sous cette nouvelle forme.

Il est également prévu que les communes adaptent la présentation de leur comptabilité à MCH2 dans la foulée de l'Etat. Pour certaines communes, notamment les villes, cette adaptation demande un certain temps.

### Conclusion

Qu'en est-il de la formation et de la mise en application pour les communes de MCH2?

## QUESTION 10

**Auteur** Les Verts, par Céline Dessimoz  
**Objet** Accompagnement des communes pour la mise en place du MCH2

---

Les communes devront présenter leurs comptes et budgets sous la forme du modèle comptable harmonisé MCH2 à partir de 2020.

### Conclusion

Quels accompagnements / formations / propositions sont prévus afin que les communes puissent atteindre cet objectif?

## FRAGE 11

**Urheber** SVPO, durch Michael Graber  
**Gegenstand** Transparenz statt Täterschutz!

---

Der brutale Raubüberfall von August 2018 auf eine 84-jährige Frau in Brig hat das Oberwallis geschockt und die Öffentlichkeit bewegt. Die betagte Dame wurde am helllichten Tag ausgeraubt und schwer verletzt.

### Schlussfolgerung

Was für einen Aufenthaltsstatus haben die drei mutmasslichen Täter?

## QUESTION 12

**Auteur** UDC, par Grégory Logean et François Pellouchoud  
**Objet** Restructuration chez CarPostal: le Valais est-il concerné?

---

Une dépêche ATS du 10 septembre nous apprend que «suite au scandale des subventions perçues indûment, CarPostal se restructure et veut supprimer 40 à 60 emplois».

### Conclusion

Le Valais est-il concerné par cette restructuration annoncée et, si oui, dans quelle mesure?

## QUESTION 13

**Auteur** PDCB, par David Marquis (suppl.)  
**Objet** Axe routier H21 Martigny – col du Grand-Saint-Bernard

---

De nombreux travaux ou modifications de la route cantonale H21 de Martigny au col du Grand-Saint-Bernard sont effectués. Par exemple, la suppression des voies de dépassement, le contournement de Sembrancher dépourvu de pistes cyclables ou la maintenance du tronçon Liddes – Bourg-Saint-Pierre. L'Etat doit transmettre un ouvrage rénové et sécuritaire à la Confédération.

### **Conclusion**

Qu'elles sont les mesures prises pour remettre en état la route cantonale H21 avant la reprise par la Confédération?

## FRAGE 14

**Urheber** CVPO, durch Marcel Zenhäusern (Suppl.)  
**Gegenstand** Ist die Fertigstellung des Riedbergtunnels realistisch?

---

Seit Jahren wird über den Riedbergtunnel diskutiert. Dies führte nicht vor langer Zeit sogar für eine Einstellung der Arbeiten. Neuerdings wird auch die Forderung laut, die Arbeiten wiederum einzustellen und eine neue Linienführung zu wählen.

### **Schlussfolgerung**

Welche Auswirkungen hätte eine neue Linienwahl in Bezug auf die Kosten und die zeitliche Fertigstellung?

## FRAGE 15

**Urheber** Cornelius Imboden (Suppl.), CSPO  
**Gegenstand** Wie weiter mit dem Riedbergtunnel?

---

Was gedenkt der Staatsrat in der Sache Riedbergtunnel zu unternehmen, damit es keine weiteren Arbeitsunfälle mehr gibt, die Baukosten nicht ins unermessliche steigen und zwangsläufig zum finanziellen Fiasko mit einem riesigen Imageschaden für unseren Kanton wird?

### **Schlussfolgerung**

Was gedenkt der Staatsrat in der Sache Riedbergtunnel zu unternehmen, damit es keine weiteren Arbeitsunfälle mehr gibt, die Baukosten nicht ins unermessliche steigen und zwangsläufig zum finanziellen Fiasko mit einem riesigen Imageschaden für unseren Kanton wird?